

DÉLIBÉRATIONS



Le 22 mars 2024 à 14h35 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au CCAS, 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Marie DESBORDES

Étaient présents :

Madame Élisabeth ALAZARD, Madame Zohra AMIMI, Madame Katherine COEUFF, Madame Marie DESBORDES, Madame Hortense HECTOR, Madame Annick LAMBARD, Madame Geneviève LARMARAUD, Madame Martine LELAIT, Madame Félicie RENON, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET, Madame Mireille VACHE-PICAT

Étaient représentées :

Madame Béatrice BOCHET ayant donné pouvoir à Monsieur Stéphane MARTOT
Madame Marie-Françoise MARCASSIN ayant donné pouvoir à Madame Martine LELAIT

Étaient excusés :

Madame Caroline DUTARTE, Madame Amèle MANSOURI, Monsieur Stéphane MARTOT, Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL

Secrétaire de séance :

Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 15 mars 2024



9 EHPAD LA PLÉIADE - REPRISE SUR PROVISIONS POUR CHARGES D'EXPLOITATION

MESDAMES, MESSIEURS,

En application de la nomenclature budgétaire et comptable M22, les provisions sont constatées dès lors qu'il existe une obligation légale, réglementaire, conventionnelle ou reconnue par l'établissement, vis-à-vis d'un tiers, dont il est certain ou probable qu'elle entraînera une sortie de ressources au profit de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. En d'autres termes, aucune prestation de la part du tiers ne sera délivrée en échange de la sortie de ressources. Les provisions sont des passifs certains ou probables dont l'échéance ou le montant n'est pas fixé de façon précise.

La constatation d'une provision s'effectue au crédit d'une subdivision du compte 15 par un débit d'une subdivision du compte 6815 « Dotations aux provisions d'exploitation » ou du compte 6865 « Dotations aux provisions financières ». Il s'agit d'une opération d'ordre semi-budgétaire pour les établissements et services qui relèvent du cadre d'EPRD comme l'EHPAD La Pléiade (émission d'un mandat au compte 68).

DÉLIBÉRATIONS

Lors de la réalisation du risque ou de la survenance de la charge, ou si la provision est devenue sans objet, la provision antérieurement constituée est reprise au résultat par le crédit du compte 7815. Parallèlement, la charge intervenue est inscrite le cas échéant au compte intéressé de la classe 6.

Une provision d'un montant de 10 211 € a été constatée en 2012 pour charges d'impayés. Cette provision est devenue sans objet sur l'exercice 2023.

Il est proposé de reprendre cette provision avant le transfert d'autorisation de l'EHPAD, et par conséquent d'émettre un titre de recettes au compte 7815. Cette opération n'a pas de conséquences sur les charges de la classe 6.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment son article R-314-12,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M22 applicable aux Etablissements et Services Sociaux et Médico-Sociaux,

CONSIDÉRANT que la provision pour charges a été constituée sur l'exercice 2012 et qu'elle est devenue sans objet,

CONSIDÉRANT que les provisions du C.C.A.S. de Rouen sont constituées selon le régime semi-budgétaire,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- Autorise la reprise de la provision pour charges d'un montant de 10 211,00 €. Cette provision est inscrite au budget 2024 de l'EHPAD La Pléiade :
 - En recettes : au compte 7815 du chapitre 019 (opérations d'ordre) du Groupe III, pour un montant de 10 211,00 €.

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME,
Pour le Président et par délégation

Vanessa RAPITEAU
Directrice du C.C.A.S. de Rouen



Madame la Directrice du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.